



# Présence

# Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23  
1200 Bruxelles  
Email: [pbibelgium@scarlet.be](mailto:pbibelgium@scarlet.be)  
<http://www.peacebrigades.org>  
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4800 VERVIERS 1  
P 001436

N° 112

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

## Editorial

Comme chaque année, aux alentours du mois de juin, notre association a tenu, au niveau belge, sa réunion d'assemblée générale pour discuter des activités de l'année écoulée, des comptes et budget ainsi que de l'organisation générale. Pour les uns, c'est la première réunion à laquelle ils participent, qu'ils soient membres ou sympathisants ; pour les autres, plus anciens, on ne compte plus leurs années de présence. Même si la réunion annuelle s'annonce semblable aux précédentes, sa tenue se révèle malgré tout chaque fois différente, soit parce qu'on regrette l'absence de tel ou tel membre excusé, soit parce qu'on s'émeut de voir un certain renouvellement parmi les participants, soit encore parce qu'on y ajoute une conférence ou une rencontre. Cette année justement, grâce aux moyens technologiques de communication, la nouveauté qui nous a particulièrement émus, a consisté en une conversation à distance avec la volontaire belge Delphine Taylor, qui se trouve depuis plus d'un an en Colombie et qui nous a tenus en haleine une petite demi-heure en parlant de son travail. Il faut dire qu'à Bruxelles en ce moment, plusieurs volontaires se préparent à partir : dans les semaines qui viennent, trois d'entre eux comptent intégrer l'une ou l'autre équipe du Projet Mexique.

Dans ce numéro de *Présence internationale*, nous donnons d'ailleurs la parole à l'une de ces trois personnes bruxelloises, qui nous raconte à la fois sa rencontre avec PBI et sa préparation avant de partir sur le terrain. Dans son article comme dans le témoignage des autres volontaires que nous vous donnons également à lire, il se dégage beaucoup de sentiments exacerbés, qui correspondent à la puissance de l'expérience, comme observateur international, au sein des Brigades de paix. Certes, les moments les plus intenses pour les volontaires se vivent au sein de l'équipe ou lors des accompagnements : le travail et la vie en équipe constituent un défi quotidien qui forge les cœurs ; de même, l'accompagnement des défenseurs de droits humains engendre des relations interpersonnelles non seulement de grande proximité mais encore de profond respect et d'estime mutuelle. Si c'est aux côtés de ces personnes menacées que le volontaire expérimente sans doute le plus intensément la valeur de la solidarité humaine, il n'en demeure pas moins vrai que beaucoup d'émotions sont également éprouvées avant de rejoindre une équipe sur place, lors de la préparation et de la formation en particulier, et au moment rentrer au pays, après un an au moins de séjour à l'étranger. Si vous n'en êtes pas encore convaincus, vous le serez sûrement en lisant les divers témoignages que contient ce numéro.

### Dans ce numéro...

#### Mexique

Des nouvelles de Manon Yard, volontaire à Chihuahua

Page 2

Témoignage d'une volontaire sur le départ

Page 3

#### Honduras

Cascade d'émotions dans une réalité brutale

Page 4

#### Colombie

La communauté de paix de San José de Apartadó fête ses 18 ans !

Page 5

#### Indonésie

Opnieuw aan de slag

Page 6



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

## Mexique

### Des nouvelles de Manon Yard, volontaire à Chihuahua

*Manon Yard, une volontaire suisse qui travaille depuis presque un an dans le nord du Mexique, raconte ses 9 premiers mois passés à Chihuahua, au sein de l'équipe de PBI-Mexique. Mais, dans son témoignage, elle évoque aussi la terrible affaire de la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa au Guerrero.*



Après des mois et des mois de chaleur, de sueur, d'invasion de moustiques, cafards et autres petites bêtes sympathiques, l'hiver a fait son apparition fin octobre. Oh choc ! Les températures sont descendues en flèche et j'ai sorti les pantalons et pulls qui dormaient au fond de ma valise depuis mon arrivée. L'hiver ici est un

peu comme l'été : extrême. On a en général de belles journées ensoleillées mais dès que le soleil se couche (vers 17h en décembre), il peut faire TRÈS froid (chute d'une vingtaine de degrés en général)! Bref, c'est ça vivre dans un (quasi) désert.

Nous sommes à présent 6 dans l'équipe : une italienne, un chilien, une irlandaise, une hollandaise, une suisse / italienne et moi. La vie en groupe et le travail d'équipe continuent à bien se passer, entre déplacements sur le terrain, réunions avec les autorités, travail interne, mais également diners, films et sorties tous ensemble.

#### **Justice pour les victimes de l'accident minier de Pasta de Conchos**

Les derniers mois ont été assez intenses en déplacements pour moi (on se déplace en général en bus ou en avion) : plusieurs visites à Ciudad Juarez, à la frontière avec les États-Unis, ainsi que dans l'État voisin de Coahuila et à Mexico City. Je me suis notamment rendue pour la première fois en octobre dans la région carbonifère de l'État de Coahuila (région également semi-désertique où se trouvent beaucoup de mines de charbon), où nous accompagnons l'organisation familiale Pasta de Conchos. En 2006, un accident dans la mine de charbon Pasta de Conchos a "enterré vivants" 65 mineurs. 9 ans plus tard, la plupart des corps n'ont toujours pas été remontés à la surface et la lumière n'a pas été faite sur les causes et les responsables de l'accident. PBI accompagne l'organisation dans son exigence que se réalise le repêchage des corps afin que les familles puissent faire leur deuil. Cela peut paraître une demande assez simple mais ici les demandes les plus simples se transforment facilement en combats de plusieurs années... C'est d'autant plus désolant que la région est l'une des plus pauvres, l'une des plus isolées et l'une des plus affectées par la violence du nord du Mexique.

#### **Ayotzinapa, l'affaire de trop**

La thématique des disparitions est devenue omniprésente dans tout le pays. Le cas de l'enlèvement par les forces de police municipale de 43 étudiants dans l'État du Guerrero (au sud du pays) en septembre a été clairement la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, déjà bien plein des Mexicains. Beaucoup de manifestations ont eu lieu dans l'État même du Guerrero, à Mexico City mais également dans le reste du pays - ce qui est beaucoup plus rare. La société civile continue à se mobiliser et à demander à ce que l'on retrouve les désormais 42 disparus (les restes d'un des étudiants ont été officiellement identifiés) et que justice soit faite, même si le gouvernement mexicain a décrété l'affaire close il y a de cela quelques semaines. Beaucoup de membres des familles des disparus et leurs défenseurs (le centre de droits de l'homme Tlachinollan, accompagné par PBI depuis plus de 10 ans) ont par ailleurs fait l'objet de harcèlement et de diffamation, mais continuent de réclamer sérieux et clarté dans les recherches menées dans des conditions de sécurité très précaires. Le cas des 43 étudiants d'Ayotzinapa aura en tout cas permis de révéler à la communauté internationale, mais également à beaucoup de Mexicains, le drame que vivent des milliers de familles de disparus (les chiffres officiels parlent de 23000 cas de disparitions recensés), les obstacles qu'elles ont à affronter au quotidien dans leur quête de la vérité, mais également l'implication (par action ou par omission) des forces étatiques dans bien des cas de disparition. De mon côté, j'espère vraiment que ce cas médiatique et emblématique permettra de faire bouger quelque peu les choses dans tout le pays... Affaire à suivre.

Le travail au quotidien avec PBI me fait peindre un portrait assez négatif du pays, mais le Mexique, c'est aussi des gens incroyablement chaleureux et engagés, une cuisine extraordinaire aux milles saveurs, une diversité de cultures, des paysages à couper le souffle... Au terme de ces 9 mois dans le nord du pays, je tire en tout cas un bilan très positif de mon expérience. Le rythme de travail reste très intense, l'environnement n'est pas des plus sûrs, mais les thématiques sur lesquelles nous travaillons sont passionnantes et les défenseurs de droits de l'homme que nous accompagnons sont une grande source de satisfaction et de motivation.

Manon Yard



## Mexique

### Témoignage d'une volontaire sur le départ

*Après 8 mois de préparation, c'est bientôt le grand départ pour les trois volontaires bruxellois sélectionnés par le Projet Mexique. Dans quelques semaines, ils seront deux jeunes femmes, une Française et une Belge en fait, ainsi qu'un homme, à quitter Bruxelles pour aller travailler pour PBI au Mexique. Dans le témoignage qui suit, la volontaire Yolaine Delaygues revient sur la façon dont elle a découvert l'organisation et décrit comment elle s'est préparée à son futur travail d'observatrice internationale. Si ses deux collègues se rendront au nord du pays pour travailler dans la région de Chihuahua, elle, pour sa part, rejoindra l'équipe basée à Oaxaca dans le sud du pays.*

C'est l'aboutissement d'un processus de sélection et de formation intense qui s'est initié en novembre 2014, date à laquelle j'avais envoyé ma candidature. J'avais pu prendre connaissance du travail de PBI peu auparavant, suite à une rencontre avec quelques membres bruxellois du groupe belge de PBI. J'avais alors été impressionnée par le travail de l'organisation, l'engagement de ses équipes (PBI repose essentiellement sur le travail de bénévoles) et m'étais immédiatement identifiée aux valeurs qu'elle défend, de solidarité internationale et de non-violence, ainsi qu'à ses principes de non-ingérence et d'impartialité. Avec leurs équipes sur place, les différents projets de l'organisation internationale ont pour but d'accompagner et soutenir des défenseurs des droits de l'homme menacés qui en font la demande, et de créer pour eux des espaces de paix afin qu'ils puissent mener à bien leur mission, cela sans intervenir à la place des populations locales.

Le visionnage d'une vidéo témoignant du travail de PBI au Mexique (disponible au lien suivant : <https://vimeo.com/73793085>) a achevé de me convaincre. Je n'ai ainsi pas hésité lorsque le groupe de Bruxelles m'a fait parvenir l'appel à candidature pour le projet. Après presque 5 ans d'expérience dans le milieu associatif européen, j'aspirais à rejoindre un projet dans le secteur des droits de l'homme plus proche des réalités du terrain.

Mon intérêt à contribuer au travail de PBI n'a cessé de croître au fur et à mesure des étapes de sélection. Après un entretien téléphonique avec la coordinatrice de volontaires basée à Mexico DF, j'ai entamé la deuxième phase de sélection visant à approfondir les connaissances des candidats sur la situation des défenseurs des droits de l'homme au Mexique à travers l'étude de dossiers informatifs.

J'avais déjà une idée des problématiques du pays, notamment celles relatives aux inégalités instaurées par des décennies d'un parti unique et ses conséquences sociales dramatiques pour les couches les plus défavorisées de la population. J'ai néanmoins été frappée par l'ampleur de l'impunité systématique qui semble régner dans le Mexique actuel. Ainsi, les nombreux cas de disparitions forcées, d'évictions forcées de populations indigènes ou encore les tragiques meurtres d'activistes restent bien trop souvent impunis, et les défenseurs sont

confrontés quotidiennement à de véritables campagnes de décrédibilisation et d'intimidation. Bien que la situation au nord et au sud du pays soit différente, cette criminalisation des mouvements sociaux est clairement un point commun entre ces deux régions.



Candidats volontaires lors de la formation à Barcelone

Le processus de sélection s'est clôturé avec une semaine de formation intensive dans la banlieue de Barcelone, où la coordination du projet a ses bureaux. En plus d'apprendre davantage sur le fonctionnement de PBI, avec des présentations ponctuées de mises en situation, nous avons créé une véritable cohésion de groupe, essentielle au travail sur le terrain où vies professionnelle et personnelle sont étroitement liées.

Si nous sommes trois volontaires sur le point de quitter Bruxelles pour rejoindre une des équipes du Projet Mexique, nous ne partons pas tous les trois en même temps ni n'allons au même endroit : mes deux collègues se rendront au nord du Mexique pour travailler dans la région de Chihuahua, tandis que j'intégrerai l'équipe basée à Oaxaca, dans le sud du pays. Quoi qu'il en soit, je pense pouvoir parler aussi en leur nom en affirmant que nous partageons un même enthousiasme à l'idée de travailler pour PBI durant une année et de faire sans nul doute une expérience humaine et professionnelle passionnante et unique.

Yolaine Delaygues



## Honduras

### Cascade d'émotions dans une réalité brutale

En janvier 2014, Valérie Elsig, une Valaisanne plus habituée à l'univers aseptisé du CHUV, atterrissait à Tegucigalpa, capitale du Honduras, pour un engagement d'un peu plus d'une année sur le terrain. Ouvert en 2013, le projet était motivé par les demandes de défenseurs des droits humains locaux ayant constaté que la situation générale s'était gravement détériorée suite au coup d'Etat de 2009. Forte d'un premier engagement avec PBI au Guatemala entre 2008 et 2009, Valérie désirait mettre son expérience au profit des défenseurs honduriens.

Alors que je m'appête à rentrer en Suisse, l'heure est au retour en arrière sur cette année passée sur le terrain. Difficile de faire un choix parmi la variété d'expériences, mais mes premières pensées vont à notre premier accompagnement protecteur avec le CEHPRO-DEC, auprès d'une communauté autochtone, et à l'observation d'une manifestation de femmes défenseuses des droits humains.



La volontaire suisse Valérie Elsig en train d'accompagner une manifestation

#### Accueil chaleureux au sein d'une communauté lenca

Le voyage jusqu'à Nahuaterique, vers l'ouest du pays et ses montagnes, est magnifique. La dernière partie du chemin se fait à travers le brouillard sur une piste en terre, les habitants de cette région frontalière avec le Salvador attendent toujours la route goudronnée promise qui les rapprocherait des villes de leur département et faciliterait ainsi leurs activités. Nous arrivons avec une éclaircie pour observer une assemblée communautaire des autochtones lenca, visant à rappeler aux autorités locales leur droit à être consultés sur tous les projets affectant leur peuple et leur territoire. La communauté a convoqué, pour l'occasion, les quatre maires de la région, mais seul l'un d'eux a fait le déplacement et la déception est perceptible, une forme de résignation aussi, par habitude de ne pas recevoir d'attention de la part des autorités.

Notre arrivée comme observateurs internationaux est d'autant plus remarquée et attendue. Je suis impressionnée par l'accueil qui nous est réservé, par la confiance qui nous est montrée bien que nous arrivions comme des étrangers, inconnus pour la plupart d'entre eux. Difficile de faire face à leurs attentes. Or, nous ne voulons pas créer de faux espoirs sur nos possibilités d'action. L'occasion nous sera donnée de nous présenter

au micro à l'assemblée et de décrire nos principes de non-violence, de non-ingérence et d'impartialité, et les limites de notre soutien.

L'accueil reste positif et nous aurons l'occasion, au fil des mois suivants, de poursuivre notre accompagnement si particulier d'observateurs internationaux lors de différentes activités et de tisser des liens de confiance et d'ouverture au travail de PBI avec la plupart des organisations de défenseurs des droits humains que nous rencontrons.

#### «Ni enfermées, ni effrayées»

Quelques mois plus tard, j'ai l'occasion d'observer une manifestation dans la ville d'El Progreso lors de la campagne «Ni enfermées, ni effrayées», axée sur le simple fait de pouvoir marcher dans la rue et de vivre au Honduras en tant que femme, sans craindre d'être insultée, battue, violée ou tuée. Les statistiques sont effrayantes : toutes les 13 heures, une femme est assassinée au Honduras, crimes restant impunis dans 95% des cas. Ce jour-là, un hommage est rendu à la mémoire de l'une des dernières victimes, Margarita Murillo, défenseuse des droits des femmes et de la lutte paysanne depuis les années 1970, abattue dans son jardin en août 2014. L'émotion est forte, c'est un de leurs modèles qui a été assassiné. L'hommage rendu par la guide spirituelle autour d'une spirale de vie et de mort sert aussi de rapprochement et de soutien mutuel pour poursuivre la lutte. Cinq mois plus tard, l'enquête reste sans résultat apparent.

#### Choc des réalités quotidiennes

Cette violence, j'ai pu la ressentir tout au cours des mois, tant du point de vue du non-respect envers les femmes que du sentiment d'insécurité générale. Ce qui m'a le plus marquée dans les rues de Tegucigalpa, c'est cette sensation d'alerte permanente et de méfiance entre les gens. Une femme s'avance, je comprends trop tard qu'elle ne veut que m'aider à traverser la rue, alors que j'ai déjà rejeté son approche de manière agressive, réflexe de méfiance déjà bien intégré. Cet épisode reste marquant, mais j'ai la chance de pouvoir rentrer en Suisse et de pouvoir marcher simplement dans une ville sans sursauter.

Valérie Elsig



## Colombie

### La communauté de paix de San José de Apartadó fête ses 18 ans !

*Tanja Vultier, une volontaire suisse de PBI en Colombie, était présente à la cérémonie d'anniversaire des 18 ans de la communauté de paix de San José de Apartadó, au Nord-Ouest de la Colombie. Dans son témoignage, elle rend compte de l'émotion ressentie ce jour-là et évoque la tragédie vécue par les membres de la communauté depuis près de 20 ans.*

Je sens l'émotion monter alors que les membres de la communauté de paix déroulent et soulèvent une immense banderole blanche où sont écrits les noms des plus de 350 personnes (membres de famille, amis, voisins) qui ont été assassinés par la guérilla, militaire ou paramilitaire, depuis la fondation de San José de Apartadó en 1997. Pourtant, aujourd'hui est un jour de fête, celui des 18 ans d'existence de cette communauté de paix !

Avec d'autres volontaires de PBI, Eduardo et moi nous sommes rendus sur place pour participer à cet événement. Comme il est difficile de réaliser l'ampleur de cette tragédie à partir de cette banderole de plastique, je me retourne et compte les personnes qui sont présentes à cette messe du souvenir, célébrée par le père Javier Giraldo. J'aboutis à un total d'une cinquantaine de personnes. Sur la liste, le nombre de noms inscrits est sept fois plus élevé et chacun d'eux était une personne comme celles qui m'entourent : une mère, un enfant, un frère, une amie. Tous les membres de cette communauté sont des paysans qui cultivent le cacao, le manioc, la banane, la canne à sucre et le riz. Pour leur plus grand malheur, ils vivent dans l'une des régions de Colombie les plus riches en ressources naturelles, ce qui aiguise de nombreux intérêts économiques. Mon cœur se serre et je me rappelle que c'est bien pour cette raison que je suis là : afin de contribuer à ce qu'à l'avenir plus aucun nom ne soit inscrit sur cette liste.

#### Une neutralité mise en danger

Dans le même temps, je m'étonne de la force de ces personnes ! Malgré le deuil, les attaques et les menaces constantes, tous maintiennent leur décision de se tenir à l'écart du conflit armé entre les militaires et paramilitaires, entre une guérilla et une autre. La communauté de paix a été créée en 1997 par nécessité, car des civils étaient accusés d'avoir pris part à la guérilla ou

d'avoir soutenu les militaires et étaient condamnés de tous les côtés. Les membres de cette communauté se sont engagés à ne porter aucune arme et à ne fournir aucune information ou aucun soutien logistique à aucun des acteurs du conflit. Ils espéraient ainsi parvenir à la fin de la terreur et des assassinats.



*Entrée de la communauté de paix San José de Apartadó à l'occasion de ses 18 ans*

Malheureusement, leur souhait n'a pas été réalisé et leur droit à la neutralité dans le conflit n'a été respecté par personne. Jusqu'à aujourd'hui, des membres de la communauté ont été menacés ou tués. L'un des massacres les plus terribles est survenu en 2005, lorsque les paramilitaires et les forces gouvernementales ont assassiné deux familles de manière très brutale. L'un des leaders de la communauté en faisait partie, ainsi que deux enfants de 11 et 5 ans et un bébé de 18 mois.

#### Un gâteau pour chaque année

Les massacres et assassinats ont été beaucoup évoqués durant la journée de fête : de nombreux témoins oculaires ont raconté la cruauté vécue et un grand tableau de Doña Brígida, artiste parmi les fondatrices de la communauté, a permis de faire revivre les événements passés. Cependant, rien de tout cela n'a occulté la joie des succès déjà obtenus et la journée a également été l'occasion d'espérer un avenir meilleur. Le lieu de commémoration était décoré de ballons, guirlandes et régimes de bananes, et des membres de la communauté avaient confectionné 18 gâteaux différents à partir des ingrédients qu'ils cultivent eux-mêmes, soit un pour chaque année !

"C'est beau de voir comment nous, en tant que simples paysans, juste comme population civile sans arme, avons réussi à rester sur notre terre et à la défendre," raconte Gildardo Tuberquia, l'un des leaders de la communauté, "et nous allons continuer à réussir cela, tant que nous nous organiserons." J'espère qu'il a raison et que la communauté pourra encore célébrer de nombreux anniversaires !"

Tanja Vultier



## Indonesië

## Opnieuw aan de slag

*Janine Tjihoff gaat de komende twee jaar aan de slag als Training and Protection Coordinator in Jakarta. Van 2004-2006 werkte zij in PBI teams in Jakarta, Jayapura en Wamena. In januari 2014 trad zij na 5 jaar af als voorzitter van PBI Nederland. We vroegen haar terug, maar vooral ook vooruit te kijken.*

Van 1999 tot 2011 was PBI actief in Indonesië met teams in West-Timor, Java, Aceh en Papua. Naast het beschermingswerk was er ook aandacht voor peace education. In de laatste jaren lag de focus op West-Papua. En juist daar werd het werk steeds lastiger door restricties van de overheid en door veranderende beschermingsbehoefte van de mensenrechtenverdedigers. Vrijwel alle internationale organisaties moesten hun werk in het gebied stoppen. PBI kon niet langer de rol vervullen die zij had en het project werd gesloten. Er bleef echter een kleine werkgroep actief om te onderzoeken of PBI nog steun zou kunnen bieden aan het werk van de mensenrechtenverdedigers in Indonesië en dan met name voor de mensen in West-Papua. Na een aantal assessments werden langzaam de contouren van een nieuw project zichtbaar.

**Wat er aan de hand is in Indonesië**

De mensenrechtensituatie in Indonesië laat op veel vlakken nog te wensen over. Het rapport van de VN Mensenrechtencommissie van 2013 bevestigde dat de Indonesische bevolking niet altijd kan rekenen op de regering wanneer het gaat het verantwoordelijk stellen van schenders van mensenrechten.

Er heerst een wijdverspreide cultuur van strafeloosheid, waarbij invloedrijke belanghebbenden en veiligheidstroepen niet worden gestraft. Militairen en politiemedewerkers worden meestal niet voor de rechter gebracht voor misdaden, of men ontvangt zeer lage straffen. Dodelijk gebruik van geweld door de politie tegen vreedzame demonstranten wordt slecht onderzocht, waardoor de daders hun gang kunnen blijven gaan. Ook heerst er veel corruptie.

In Indonesië hebben veel conflicten te maken met landrechten. Slechte uitvoering van verordeningen rondom regelgeving en vergunningen ondermijnt de formele wettelijke bescherming voor de economische, culturele en sociale rechten van de gemeenschappen, met inbegrip van de inheemse bevolking. Het aantal conflicten over land zal naar verwachting stijgen, omdat de Indonesische regering investeringen van bedrijven in (oliepalm)plantages en mijnbouw stimuleert.

Indonesië voorkomt dat internationale waarnemers en journalisten naar de meest politiek onstabiele en afgelegen provincies van het land afreizen om verslag te doen van de mensenrechtensituatie. Dit gebrek aan openheid maakt de inzet en activiteiten van mensenrechtenverdedigers nog belangrijker.

**Mensenrechtenverdedigers lopen hierbij gevaar.**

Meest kwetsbaar zijn degenen die weinig zichtbaarheid en erkenning genieten en die werken in afgelegen ge-



*Mensenrechtenverdedigers worden door PBI ook begeleid naar de politiepost (Janine Tjihoff hier in het midden)*

bieden zoals Kalimantan, de Molukken en West-Papua. Dat zijn dan ook de gebieden waar de steun aan mensenrechtenverdedigers het hardst nodig is. Mensenrechtenverdedigers in Indonesië kunnen te maken krijgen met marteling, intimidatie, bedreigingen, detentie, stigmatisering en buitengerechtelijke executie. Dit kan gebeuren bij het verlenen van juridische bijstand of het doen van onderzoek, bij belangenbehartiging en publiekscampagnes. De Indonesische regering biedt geen bescherming en veiligheid aan de slachtoffers van mensenrechtenschendingen, of om mensenrechtenverdedigers te ondersteunen.

**De toekomst**

Uit het onderzoek bleek de wens en de noodzaak voor ondersteuning op het gebied van goede documentatie van mensenrechtenschendingen, het samenwerken met een nationaal en internationaal netwerk en het ontwikkelen van effectieve beschermingsstrategieën.

PBI heeft in samenwerking met de Indonesische organisatie 'Elsam' een gezamenlijke training voor capaciteitsopbouw ontwikkeld. Dat programma ging eind 2014 van start. Twee internationale PBI'ers en vijf Elsam-medewerkers voeren het project uit. Kleine groepjes mensenrechtenverdedigers komen voor het intensieve trainingsprogramma een aantal maanden naar Jakarta. Daarna zullen zij de nieuwe informatie inbrengen in hun eigen organisaties om zo het effect nog verder te vergroten. In samenwerking met de PBI landengroepen zullen ook speaker tours worden georganiseerd.

Artikel van PBI-Nederland

